****

*Notes de présentation*

**Histoire du MÉPACQ et de l’ACA**

L’éducation populaire autonome (ÉPA), développée au courant des années 70, permet depuis 50 ans de renforcer le pouvoir d’agir des personnes et des collectivités qui y participent, en plus de s’inscrire dans une vision de transformation sociale et une optique de justice sociale. Or, tout comme le mouvement d’éducation populaire qui a subi plusieurs transformations, le concept même de justice sociale évolue et est stimulé par l’émergence de nouveaux défis. Comment parvenir à actualiser et mutualiser ces pratiques pour répondre aux nouveaux enjeux d’aujourd’hui ? En croisant à la fois une perspective historique du mouvement d’éducation populaire autonome, une approche critique de l’oppression et une vision projective portée par une nouvelle relève, nous avons animé au sein des groupes d’action communautaire de 11 régions du Québec, des réflexions collectives permettant de se réapproprier les assises de l’éducation populaire autonome, de rendre compte de la diversité des pratiques et de les actualiser.

Pour se faire, une tournée de formations adaptées aux spécificités régionales a été réalisée au courant de l’année 2023 ainsi qu’un outil d’autoanalyse et d’autoévaluation des pratiques d’ÉPA. Cette formation ayant reçu un accueil unanimement positif, nous avons développé le présent canevas d’animation permettant aux groupes d’animer de façon autonome des discussions sur l’histoire du mouvement et de leur groupe.

**Objectif de la session de formation :**

La formation permet de connaître les grandes étapes de développement ayant structuré le mouvement d’éducation populaire et le mouvement d’action communautaire autonomes au Québec, ses gloires, comme ses difficultés, dans l’objectif de mieux comprendre qui nous sommes et d’où l’on vient. Il permet de se situer dans la grande Histoire et de mieux connaître les grandes luttes ayant traversé le mouvement depuis sa création.

**Présentation du document et utilisation suggérée :**

Nul besoin d’être un-e expert-e pour animer une séance sur l’histoire de l’éducation populaire! Ce canevas de formation a été développé afin de vous fournir les informations de base, quelques propositions de structuration de votre séance et des outils pédagogiques pour accompagner votre animation. Il se peut que vous soyez moins à l’aise avec certains faits, programmes ou concepts : sautez-les et adaptez le contenu à vos connaissances.

Vous pouvez animer une séance de formation sur l’ensembles des grandes étapes ou sélectionner les étapes qui vous semblent les plus pertinentes. Nous vous invitons également à compléter l’information avec vos propres réalités régionales!

**Matériel requis**

* Une corde à linge de 60, 5 pieds;
* Une 60aine d’épingles à linge et les cartons à épingler sur la corde à linge (un fichier séparé)
* Les 48 cartons pour l’animation (voir l’Annexe 1). Ces cartons, que l’on doit photocopier avant la session, se trouvent dans un fichier séparé.
* Les notes de présentation (le présent document)
* Quelques feuilles supplémentaires et marqueurs (Si vous choisissez l’activité de réchauffement où on écrit les dates de fondation des groupes locaux)
* Une bouteille d’eau
* Accès à une horloge quelconque (pour ne pas s’égarer dans le temps)
* Les trousses à remettre à chaque participant.e :
  + Histoire du MÉPACQ, livret
  + Outil #1 – Déroulement
  + Outil #2 – Pour se comprendre, quelques acronymes
  + Outil # 3 – Pourquoi une corde à linge?
  + Outil #4 - La Patinoire régionale du communautaire (1990)
  + Outil # 5 – Définitions Éducation populaire autonome (1978) / Luttes sociales (2000)
  + Outil #6 - La Régionalisation, la localisation et la mondialisation (1997, page couverture)

**À faire la journée même**

1. Trouver les taux actuels du chômage et de l’inflation : ça revient dans l’animation.
2. Placer les chaises et les tables

* **Décorer la salle (s’il y a lieu) -** Affiches historiques, macarons historiques, si vous en avez….

1. Monter la corde à linge – placer les cartons suivants à leur place sur la corde à linge :

* Années 60 : La préhistoire
* Années 70 : Les OVEP s’organisent
* Années 80 : Un mouvement d’éducation populaire se construit
* Années 90 : Émergence de l’action communautaire autonome
* Années 2000 : Virage vers les luttes sociales
* Années 2010 : Travail en coalition

1. **Activité pendant que les personnes participantes arrivent… (facultative)**
   * + - Questions à poser : Dates de fondation des groupes participants / une lutte, campagne, événement marquant de chaque groupe (cartons préparés avant le début de la session – à la maison /au bureau ou sur place)[[1]](#footnote-1)
2. **Remise de la trousse de formation aux participants/participantes**

La présentation consiste à raconter l’histoire du MÉPACQ et de l’ACA, en plaçant les cartons (48) sur une corde à linge. Elle se divise **en 6 blocs** **thématiques**, suivant ainsi les six décennies de l’histoire du MÉPACQ (de l’ACA) au Québec.

Les tableaux suivants suggèrent des éléments de contenu pour chacun des cartons que l’animateur ou l’animatrice va épingler sur la corde à linge. Les commentaires seront à modifier / bonifier selon le degré d’aisance de la personne qui anime la formation, ainsi que la région.

Introduction

9 h

1. **Accueil, objectifs de la session**

* Tout le monde s’intéresse à la **transformation sociale**. Si vous êtes ici, c’est parce que vous faites partie d’un vaste mouvement citoyen de transformation sociale qui s’appelle l’action communautaire autonome (ACA). Comme travailleuse. Membre d’un conseil d’administration. Citoyenne, citoyen.
* Beaucoup d’entre vous font également partie du MÉPACQ, le Mouvement d’éducation populaire et d’action communautaire du Québec.
* Le mouvement d’ACA et le MÉPACQ ont tous deux une histoire. Ils viennent de quelque part. Les deux sont le fruit de débats, de luttes, de campagnes. L’**objectif** de la session est de vous faire découvrir quelques points de repère importants de cette histoire. **À la fin de la session, on espère que vous allez pouvoir situer le travail que vous faites aujourd’hui dans son contexte historique; que vous allez pouvoir vous situer dans un courant de luttes et de préoccupations qui vous précèdent et dont vous avez la responsabilité de transmettre aux générations futures.**
* Présenter l’Outil #1 « Déroulement de la journée »
* Présenter l’Outil #2 « Pour se comprendre : les acronymes »
* Localiser les toilettes.

9 h 15

1. **Activité brise-glace**

Un tour de table des participants et participantes : les noms, les organismes, les attentes.

9 h 30

1. **L’Histoire du MÉPACQ : un survol**

**Le MÉPACQ a fêté ses quarante ans en 2021**. C’est le mouvement national du communautaire autonome le plus ancien au Québec. En quelque sorte, l’histoire du MÉPACQ, c’est l’histoire de l’ACA – ou du moins d’une partie de l’ACA.

* Mentionne le livre « Faire mouvement[[2]](#footnote-2) ».
* (Si vous le remettez aux participants/participantes) Mentionnez le livret qui reprend les grandes lignes de cette histoire.

L’hypothèse en arrière du livre veut que **l’histoire du MÉPACQ se divise en deux tranches de 20 ans**:

* + De sa fondation en 1981 jusqu’au congrès d’orientation de 2000, la lutte principale portée par le MÉPACQ a été celle pour **la reconnaissance et le financement de ses membres**. D’abord, la lutte auprès du ministère de l’Éducation du Québec (MEQ) sur le programme du financement de l’ÉPA, ensuite celle pour la reconnaissance d’une forme d’intervention sociale qui s’appelle « l’action communautaire autonome » (ACA)
  + À partir de 2000 jusqu’à aujourd’hui, le MÉPACQ s’est consacré plus spécifiquement à faire avancer les **luttes sociales reliées à son projet de société axé sur la justice sociale**.

Il se peut qu’on n’arrive pas dans la session à compléter l’ensemble de l’histoire, faute de temps. Et au cas où on n’y arrive pas, passer rapidement les thématiques qu’on abordera, présentées en ordre chronologique (Ici, l’animateur fait référence aux cartons qui présentent les 5 décennies qui seront déjà placés sur la corde à linge. Pour le placement des fiches thématiques (en bleu plus foncé dans les tableaux), voir la Fiche technique à la fin du présent document). Ces cartons sont :

* Années 70 : Les OVEP s’organisent
* Années 80 : Un mouvement d’éducation populaire se construit
* Années 90 : Émergence de l’action communautaire autonome
* Années 2000 : Virage vers les luttes sociales
* Années 2010 : Travail en coalition

Ce survol rapide est important dans la mesure où il rappelle que, même si on parlera surtout de la lutte pour la reconnaissance et le financement de l’éducation populaire autonome dans les années 1980 et 1990, plusieurs luttes sociales se mènent durant la même période. Des luttes épiques sur l’aide sociale et le chômage. Des luttes qu’on abordera dans la partie « Virage vers les luttes sociales » des années 2000.

**Alors,** on fonce dans notre histoire!

Mais avant d’aborder l’histoire du MÉPACQ comme telle, reconnaissons qu’il y a une préhistoire… Qui met la table pour l’émergence du MÉPACQ

**1960 – La préhistoire (15 min)**

**Questions lancées aux participant.es.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| # | **Cartons**  **(À mettre sur la corde à linge pendant que l’histoire se raconte)** | **Commentaires** |
|  | **1960**  **Préhistoire** | L’histoire de ce qui va devenir le « communautaire » d’aujourd’hui commence lors de la Révolution tranquille. |
|  | **Révolution tranquille**  -modernisation  -sécularisation  1963-1966  **Commission Parent** sur l’éducation  1964  **Rapport Ryan** sur l’éducation des adultes | **Q : Qu’est-ce que la Révolution tranquille?**  **Une petite discussion**  Deux grands thèmes à faire ressortir : Elle représente **la modernisation** de la société québécoise. Le Québec se donne un État de type social (interventionniste, régulateur). Et elle facilite **la sécularisation** de la société québécoise, c’est-à-dire le retrait de la religion de la sphère publique. La sécularisation de l’éducation, de la santé et des services sociaux.  On pourrait en dire long sur la Révolution tranquille : ce n’est pas le sujet de la formation. Pour notre histoire, celle du MÉPACQ, retenons seulement les travaux de la **Commission Parent** sur les besoins d’un Québec modernisé en matière d’éducation, et plus spécifiquement les recommandations du **rapport Ryan** sur les besoins éducatifs des adultes francophones. Qui est le Ryan en question?  (R: Claude Ryan. Ancien chef du PLQ. Longtemps directeur du journal Le Devoir. Président de l’Institut canadien de l’éducation des adultes (ICEA) qui reviendra dans notre histoire…) |
|  | **Comités de citoyens**  Milieux urbains  --------------  **Les Opérations dignité**  Milieux ruraux  **Enjeu :**  Résister à la destruction  du milieu où on vit. | Faire le lien avec la Révolution tranquille – moment d’effervescence, de changement, de prise en charge collective.  L’enjeu principal des années 60, tant en milieu urbain que rural, c’est la **menace au milieu de vie**.  En milieu rural, le projet de fermeture de plus de 90 paroisses / villages (pour concentrer des services publics -école, hôpital) dans le Bas-du-Fleuve provoque la résistance : **Opérations Dignité**.  En milieu urbain, des projets de « réaménagement urbain » font construire des tours à bureaux (souvent gouvernementaux -Montréal, Hull, Québec). Pour faciliter la venue de l’automobile de la banlieue vers le centre-ville, on a coupé carrément des quartiers centraux pour faire construire les autoroutes. Ce qui a démoli des dizaines et des dizaines de logements populaires…  Et les citoyens ont réagi… La création des premiers comités de citoyens – **autonomes des structures paroissiales**. |
|  | **1967 – 1971**  ***Programme provincial d’éducation populaire aux organismes et associations hors réseau institutionnel***  Un projet pilote (**MÉQ**) | Au début de la Révolution tranquille, **63% des adultes francophones avaient abandonné l’école avant la 7e année (**Rapport de l’ICÉA en 1958). Dans ce contexte, l’éducation des adultes **devient prioritaire** pour le nouveau MEQ.  Le rapport Ryan avait la sagesse de reconnaitre que **ces adultes ayant quitté l’école n’y reviendraient pas.** Pour combler les besoins éducatifs des adultes, Ryan a souligné l’urgence de leur offrir de la formation là où ils sont : en milieu syndical, dans les groupes populaires naissants.  Ainsi, **en 1967**, le MEQ démarre un **projet pilote** en éducation populaire dont la formation se déroule en dehors du réseau scolaire. C’est ce projet pilote qui ouvre la voie au premier programme « permanent » d’éducation populaire qui est créé quelques années plus tard. |

**1970 – Les OVEP s’organisent (20 min)**

Outils supplémentaires utilisés dans cette partie

Questions pour un échange avec les participant.es

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1) | 1970  **Les OVEP s’organisent** | Un OVEP est un « organisme volontaire d’éducation populaire ». Nous retrouvons aujourd’hui des vestiges de cette époque dans le nom de plusieurs regroupements régionaux en éducation populaire, soit les TROVEP (les tables régionales ou tables rondes des OVEP) |
|  | 1970  **Crise d’octobre**  1971-1972  **Les manifestes des centrales syndicales**  1976  **Élection du 1er gouvernement du PQ** / René Lévesque  1976  **Crise du pétrole** | Les années 70 marquent le début de notre histoire, puis que c’est la décennie où l’éducation populaire commence à s’organiser. Pour bien le comprendre, il faut situer **quatre (4)** éléments du contexte historique de la décennie.  **Question :** C’est quoi la crise d’octobre?  Réaction de l’État canadien à l’enlèvement d’un diplomate britannique et d’un ministre (Laporte) du gouvernement du Québec par une petite cellule du Front de libération du Québec (FLQ). L’armée canadienne est dans la rue. La loi des mesures de guerre est appliquée. Des personnes politiques, artistes, des militants et militantes syndicaux et populaires sont arrêtés… à Montréal, Hull, Québec…  La crise d’octobre provoque une **radicalisation du mouvement syndical**. Des « fronts communs » syndicaux se forment pour négocier des conventions collectives du secteur public. Des grèves historiques du secteur public ont lieu. Et la publication, par chaque centrale, de manifestes politiques et anticapitalistes qui sont adoptés par les membres.  CSN, *Ne comptons que sur nos propres moyens /*  *FTQ, L’État rouage de notre exploitation /*  *CEQ, L’École au service de la classe dominante*   1. À ce mouvement de radicalisation syndicale s’ajoute l’effervescence du projet national des Québécois dont le véhicule politique est le Parti Québec de René Levesque. Le PQ du début des années 70 est une coalition des nationalistes et des sociodémocrates; parmi les sociodémocrates se trouve une aile gauche dont l’option pour la classe ouvrière est très claire.   On peut difficilement imaginer aujourd’hui l’espoir du milieu progressiste qui accueille l’élection du 1er gouvernement du PQ en 1976!   1. L’ombre à l’horizon : les pays producteurs du pétrole du Moyen-Orient ont fermé le robinet! La fragilité de l’économie mondiale, dont sa dépendance sur le pétrole, est mise à nue… |
| 2) | Émergence des **groupes populaires**   * Défense des droits * Services auto-gérés * Culturels * Féministes | Nous l’avons déjà vu, les premiers comités des citoyens sont nés dans les années 60. Leur enjeu principal était la lutte pour préserver les milieux de vie face aux gros projets de réaménagement urbain.  Durant les années 1970, quatre (4) autres types de groupes se forment à travers le Québec :   1. Les groupes de **défense des droits :** Les **ADDS** et **OPDS** (personnes assistées sociales); **Associations coopératives d’économie familiale - ACEF** (travailleurs endettés); **Mouvement action chômage - MAC** et **comités de chômeurs** (sans-emploi); **Comités de locataires** (logement); **Associations d’accidentés du travail**. Tous ces groupes sont créés par leurs membres et très peu ont des personnes salariées; 2. **Les services autogérés : Comptoirs alimentaires** (pour pallier le manque d’épiceries dans les quartiers populaires); **garderies populaires** (on est avant l’avènement des CPE!); **coops d’habitation**. Tous ces groupes réunissent leurs membres autour d’un service que les membres se donnent; 3. **Les groupes culturels : Théâtres populaires, journaux communautaires, radio et télés communautaires…**. À l’époque on parle des milieux **populaire et ouvrier** et les groupes du secteur culturel reflètent ce fait. Les groupes sont composés des militants et militantes en provenance d’autres groupes populaires; 4. **Les groupes féministes : Centres de santé des femmes**, **maisons d’hébergement contre la violence conjugale**, **centres de femmes…** Le mouvement des femmes se développe en se donnant des lieux de rassemblement et de conscientisation.   Collectivement, les comités des citoyens et les quatre types de groupes qui émergent dans les années 1970 s’appellent le **« mouvement populaire ».** |
| 3) | 1972  ***Programme OVEP*** (MEQ)  \_\_\_  1973  L**e PSOC** (MAS). | 1. On a déjà noté la création, en 1967, du projet pilote d’éducation populaire par le ministère de l’Éducation. En 1971-1972, le projet pilote devient le **programme OVEP**, un OVEP étant – rappelons-le -un organisme volontaire d’éducation populaire**.**   Le programme OVEP est le **premier programme de financement public québécois** des groupes populaires.  Cependant, le programme OVEP accorde un soutien aux **activités éducatives** des groupes, et non pas un soutien **aux groupes eux-mêmes**. Dans toute l’histoire de l’éducation populaire au MEQ, le ministère n’a jamais voulu reconnaitre l’importance des groupes populaires.   1. Pour la petite histoire, en 1972-1973, le ministère des Affaires sociales (MAS, aujourd’hui devenu le MSSS) emboite le pas au MEQ et ouvre un programme de soutien aux organismes communautaires. Ce programme prendra rapidement le nom de **Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC)**.   À la différence du programme OVEP où le ministère soutient des activités, dans le PSOC, le ministère des Affaires sociales soutient (mal) les groupes (à la mission). |
| **4)** | 1972  **Comité d’action des OVEP (ICÉA)**  **Le Comité d’action des OVEP devient le MÉPACQ…**  \_\_\_\_\_  Le **groupe de recherche** sur l’ÉP | 1. Nous avons déjà mentionné que Claude Ryan, rédacteur du rapport Ryan sur les besoins des adultes en matière d’éducation, a été le président de l’Institut canadien de l’éducation des adultes (ICÉA, aujourd’hui l’Institut de coopération en éducation des adultes)   L’ICÉA, qui a fêté ses 75 ans en 2023, est depuis toujours une vaste coalition syndicale-populaire-institutionnelle qui intervient sur toutes les questions et enjeux relatifs à l’éducation des adultes. À ce titre, et à la suite de la mise sur pied du programme OVEP, l’ICÉA crée le **Comité d’action des OVEP.**  Celui-ci se compose de différents groupes ayant reçu des subventions OVEP ou espérant en recevoir : des groupes de base, des regroupements, des syndicats, des antennes régionales. Le comité commence à formuler des revendications et à faire pression auprès du MEQ pour améliorer le programme de financement.   1. C’est le Comité d’action des OVEP qui va devenir le MÉPACQ au début des années 1980. 2. Au comité d’action se greffe le groupe de recherche sur l’éducation populaire. Composé des chercheur.es et des militants et militantes, le groupe de recherche a produit de nombreux pamphlets sur la théorie et la pratique de l’éducation populaire dont plusieurs se trouvent, en version papier ou virtuelle, au CDEACF[[3]](#footnote-3) |
|

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 5) | 1973  **TROVEP-Outaouais**  Le 1er regroupement régional en ÉPA  1975 – 1979   * **TROVEP de Montréal;** * **TROVEP de l’Estrie;** * **Regroupement des OVEP** (Québec) | 1. Créée au début des années 1970, la **Table ronde des OVEP de l’Outaouais (TROVEPO)** s’incorpore en 1973. Il devient le premier regroupement régional en ÉPA. Sa mission est de regrouper les 15 OVEP sur le territoire de l’Outaouais afin de les représenter auprès du MÉQ (et de Centraide). 2. Avant la fin de la décennie, trois autres regroupements régionaux voient le jour (Montréal, Estrie et Québec). Elles portent toutes la même mission :  * Regrouper les OVEP sur le territoire afin de les représenter auprès du MEQ |
| 6) | 1978  **Définition de l’ÉPA**  (Comité d’action des OVEP)  \_\_\_\_\_\_  **Scission dans le milieu de l’ÉPA** | Un dernier évènement marque le développement de l’éducation populaire au Québec dans les années 1970.  Jusqu’aux années 2000, quand il a aboli le programme de financement, le ministère de l’Éducation n’a jamais voulu définir l’éducation populaire autonome. En conséquence, il a financé tout et n’importe quoi, allant des activités des groupes de locataires ou de personnes assistées sociales aux activités de Prière-Secours, donc autant des activités de croissance personnelle et d’estime de soi que des activités de conscientisation politique sur le patriarcat.  En 1978, le Comité d’action des OVEP tient une assemblée générale où les groupes définissent ce qu’ils entendent par « éducation populaire autonome (ÉPA) ». Cette définition se trouve dans l’Outil # 5 – lisez la définition à voix haute).  **Deux choses** à retenir du contexte historique qui a donné lieu à cette définition :   1. C’est la première fois que les groupes populaires **nomment** leur façon de travailler *(« Que faites-vous? On fait de l’éducation populaire autonome. »);* 2. La définition **ne rallie pas** tout le monde et plusieurs groupes claquent la porte. Les groupes qui restent et qui portent la définition formeront le MÉPACQ, qui sera officiellement créé en 1981. Quelques années plus tard, les groupes qui ont quitté se donnent un nouveau regroupement national qui s’appelle le Regroupement des OVEP (ce qui oblige la table régionale de Québec à changer de nom!)   L’enjeu principal de la scission s’avère la dimension de transformation sociale et collective de la définition. Les groupes qui quittent, souvent des groupes familiaux dans l’orbite de l’Église, voient davantage l’éducation populaire comme un moyen pour outiller l’individu à faire face à la vie (Estime de soi, solidification du couple, préparation au mariage) |
|

**1980 – Un mouvement d’éducation populaire se construit (20 minutes)**

Outils supplémentaires utilisés dans cette partie

Questions pour un échange avec les particpant.es

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | Commentaires |
|  | 1980  **Un mouvement d’éducation populaire se construit** |  |
|  | Toute la décennie  **Crise économique**  **Chômage** : 13% (1982, taux officiel)  **Inflation** : +12% (1982)  **Le néolibéralisme**  Thatcher (R-U), Reagan (É-U), Mulroney (Canada)[[4]](#footnote-4)  1987  Accord du libre-échange (ALÉ – Canada/États-Unis)  1982  **Budget Parizeau**  « Crise des finances publiques »  La fonction publique : réduite de 20%  Les salaires des fonctionnaires restants : coupés de 20% | 1. Le fait saillant des années 1980 est sans aucun doute la crise économique et l’arrivée du néolibéralisme dans le paysage.   Quel est le taux de chômage actuellement? Le taux d’inflation? (L’animatrice doit avoir déjà trouvé la bonne réponse à ces deux questions)  Autant vivons-nous une période d’inflation difficile actuellement, ce n’est rien à comparer avec la décennie des années 80… On l’avait déjà annoncé en parlant de la crise du pétrole des années 70, mais **durant toute la décennie**, on a vécu avec du chômage et de l’inflation **à plus de 10%**.   1. C’était la crise et la réponse du capital à la crise s’appelle le **néolibéralisme** qui s’installe au Canada avec l’élection au fédéral de Brian Mulroney. C’est quoi le néolibéralisme?   Éléments à rapidement retenir de la discussion sur le néolibéralisme:   * Privatisation * Dérégulation * Retrait de l’État du social * Coupe dans les taxes et les impôts * Moins de programmes et de services publics * Élimination des barrières au mouvement interne du capital   ET   1. Le néolibéralisme a également une expression internationale. « Éliminer les barrières nationales qui empêchent le libre échange des biens et des services » se traduit par **les ententes de libre-échange** (mettre l’économie au service du capital international). Au Québec, les ententes de libre-échange annoncent la désindustrialisation et l’effondrement du secteur manufacturier québécois et plus généralement canadien (textile, cuir, vêtements, transformation alimentaire, caoutchouc, industrie lourde) 2. Au Québec, la crise économique des années 80 se traduit par la crise des finances publiques annoncée dans le budget Parizeau (gouvernement péquiste). Le budget réduit de 20%, d’un coup la taille de la fonction publique (fonctionnaires, enseignant-e-s, infirmières) et réduit les salaires des travailleuses et travailleurs publics restants de 20%.   Cette époque aura un impact certain sur le MÉPACQ et le milieu populaire et communautaire naissant... |
|  |  | Durant les années 80, certains secteurs du mouvement populaire se consolident sur le plan national. Logement, femmes, alphabétisation, santé et services sociaux[[5]](#footnote-5).  En **région**, sauf exception, seules les tables d’éducation populaire se multiplient durant la décennie   * Les exceptions :   + 5 CDC (Drummond, Victo, Rond-Point (Outaouais), KRTB et Laval;   + Les ROC Québec, ROC Outaouais et ROC. Laurentides   C’est donc le mouvement d’éducation populaire qui prend son envol dans les années 1980. |
|  | 1981  **La création du MÉPACQ**   * Transformation du comité d’action des OVEP * Quatre tables régionales, quelques regroupements nationaux, quelques groupes de base   1981 – 1989  **Consolidation du MÉPACQ**  Quatre (4) stratégies | Le comité des OVEP se transforme en **Mouvement d’éducation populaire et d’action communautaire du Québec** (MÉPACQ) en 1981. Son membership est composé de :   * Quatre (4) tables régionales existantes – Outaouais, Montréal, Québec, Estrie); * Quelques regroupements nationaux * Quelques groupes de base * Des observateurs des tables régionales en formation   Durant la décennie suivant la formation du MÉPACQ, on déploie quatre **(4) stratégies** pour **développer** et **consolider** le Mouvement : |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | 1  1982 - 1988  **Expansion**  **Sag/Lac** (1982) **Abitibi/Témis** (1982)  **Côte-Nord** (1984) **Mauricie/Bois-Francs** (1984; se scinde en deux en 1987)  **KRTB[[6]](#footnote-6)** (1984, quitte en 1992)  **Montérégie** (1985) **Lanaudière**(1988). | 1. D’abord **l’expansion.**   Quatre tables régionales existent au début de la décennie, sept (7) autres tables se forment avant 1990. Chacune des tables comporte une mission semblable aux 4 tables originales, soit de :   * Regrouper les OVEP sur leur territoire; * Revendiquer du $ auprès du MEQ   **Notes :**   1. Le KRTB quitte en 1992. En fait, le groupe avait un double mandat (ÉPA / CDC) et en 1992, l’État a financé le réseau des CDC (alors que les TROVEP n’étaient pas financés…). 2. À la demande des membres, la table régionale de Mauricie / Bois Francs se scinde en deux en 1987. C’est ainsi qu’est né le ROM (aujourd’hui le ROÉPAM) et l’AGÉPA[[7]](#footnote-7).) |
| 4. | 2.  1981 – 1983**Organisation des colloques** du mouvement populaire  ***L’éducation populaire : notre force (1981)***  ***Le financement de l’éducation populaire autonome : une question de fond$ (1983)***  3  1982 – 1991  ***L’Ardoise***  La seule revue conçue et publiée par le mouvement populaire | 1. La deuxième stratégie de consolidation du MÉPACQ consiste à mettre le monde ensemble. À rassembler des militants et militantes des quatre coins du Québec pour discuter d’enjeux communs.   Pour ce faire le MÉPACQ organise des colloques pour le milieu populaire. Comme pratique, c’est nouveau. Et du jamais vu.  Deux colloques pour discuter des **pratiques** d’éducation populaire (1981) et du **financement** des groupes (1983).     1. Une **troisième** stratégie pour construire le mouvement : permettre aux régions de se communiquer ensemble par un outil commun qui appartient au MÉPACQ.   Entre 1982 et 1991, cinq (5) fois l’an, le MÉPACQ a publié la revue *L’Ardoise*. Une revue de 36 pages.  La **seule** revue publiée *par* et *pour* le mouvement populaire, L’Ardoise aborde tous les sujets : l’environnement (les pluies acides); les relations avec les autochtones, la violence faite aux femmes, le logement… |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| 5. | 4.  **La lutte pour les programmes de financement**   * **Programme OVEP (1973-1986)** * **Programme de soutien à l’éducation populaire autonome** (PSÉPA,1987-2004) * **PSAPA** (1995)   $ par activités / insuffisant  Programmes précaires,  Discrétionnaires Constamment menacés de disparition.  **C’est dans cette lutte que le MÉPACQ se construit.** | | 1. Enfin, et de loin la stratégie **la plus importante pour bâtir un mouvement national,** le MÉPACQ mène des **luttes** pour que ses membres obtiennent du **ministère de l’Éducation**, des **programmes de financement convenables.**   Parce que l’histoire des programmes du financement de l’ÉPA par le MEQ **est une histoire de luttes.**  Les programmes – **OVEP** d’abord, et plus tard le **programme de soutien à l’éducation populaire autonome (PSÉPA)** / et **à l’alphabétisation populaire autonome PSAPA** n’ont jamais été des programmes permanents. Ils ont toujours soutenu les activités éducatives et jamais les groupes eux-mêmes.  Dans les années 80 et 90, les programmes d’éducation populaire représentent le seul financement public (et même le seul financement tout court) d’un bon nombre des groupes du MÉPACQ. Donc, les groupes d’ÉPA et membres du MÉPACQ étaient en mobilisation permanente pour sauver le programme, parce que leur existence même en dépendait! |
|  |  | | En même temps, et on devance un peu notre histoire, le Québec des années 1980 est en crise. (Réfère au Carton 1 des Années 1980). Ladite « crise des finances publiques » remet en question les programmes sociaux et les services publics; le chômage est galopant, l’inflation est suffocante…  Le milieu populaire – les groupes logement, de personnes assistées sociales, de sans-emploi, de femmes, de jeunes – contestataires- se mobilise. On en parlera tantôt. |
| 6. | **1990**  **Congrès d’orientation (MÉPACQ)**  Enjeu principal:  **Luttes sociales**  ou  **Programme de $**  **Quelle est la priorité du MÉPACQ?**  Résolution :  **Programme de $**  1993  ***Cadre de référence pour un projet de société***  Une démarche de plusieurs années  1996  **Colloques statutaires** pour « faire Mouvement » | | Pour revenir au MÉPACQ du début des années 90 :  En 1987, le MEQ dévoile un **nouveau programme de financement de l’ÉPA** (le PSÉPA) – un peu plus d’argent, mais un programme toujours précaire et insuffisant.  En même temps, des coupures dans l’**aide sociale** touchent nos membres, tout autant que les attaques du fédéral sur **l’assurance-chômage.** Une nouvelle coalition, **Solidarité populaire Québec,** exerce dela pression sur les regroupements régionaux en ÉPA pour qu’ils deviennent son répondant régional. On en parlera sous peu.  Le mouvement est déstabilisé. A l’interne, on voit l’arrivée de plusieurs nouvelles tables (Lanaudière, Montérégie). Et une définition de l’ÉPA qui lie cette forme de l’éducation à la transformation sociale. On ne peut pas tout faire : la question : que faire en priorité?   1. Un congrès d’orientation. L’enjeu porte sur la priorité du Mouvement : **la lutte pour le financement ou les luttes sociales (SPQ)**   Le Congrès a tranché**: le $**  Outre la priorisation de la lutte pour le financement, le Congrès de 1990 laisse deux autres traces importantes pour le Mouvement, puisque **deux projets** voient le jour :   1. L**’élaboration d’un projet de société**;   À la suite d’une démarche qui a duré plusieurs années, le MÉPACQ adopte le *Cadre de référence (1993) pour un projet de société*. Celui-ci s’appuie sur sept (7) axes : des rapports égalitaires entre les femmes et les hommes; une société juste sur les plans économiques et sociaux; une société démocratique, non-violente, non-discriminatoire, un environnement sain et des plaisirs pour mieux vivre.  et   1. Une **rencontre des groupes de base**.   La tradition d’organiser des colloques réguliers (faire référence au dernier colloque sur le capitalisme, automne 2022, Université Laval) vient d’une décision du congrès d’orientation de 1990. L’idée consiste à organiser des rencontres régulières des groupes de base, membres du MÉPACQ, pour qu’ils puissent se connaitre, échanger et partager ensemble. Une façon de « faire mouvement » quoi. Le premier colloque du genre a eu lieu en 1996. |
|
|
| 7. | 1992  **Plate-forme de revendications**  Les Alliés revendiquent, avec plus de détail, une **politique ministérielle** de reconnaissance et de financement de l’ÉPA | Pour revenir à la décision principale du Congrès, et pendant toutes les décennies 1990 et 2000, le MÉPACQ se mobilise pour défendre et améliorer le programme de financement.  Avec le RGPAQ et la Table des fédés, le MÉPACQ adopte une **plateforme de revendications**. Dont trois revendications importantes :   * + Un enchâssement dans une loi de l’obligation du MEQ de soutenir l’ÉPA/APA   + 1,5 % du budget du MEQ dédié à l’ÉPA/APA   + Une reconnaissance formelle des groupes et des tables régionales d’ÉPA   Avec cette plateforme, les groupes d’ÉPA et d’APA se mobilisent et talonnent les députés … Les luttes prennent toutes les formes : manifs, occupations de bureau, campagnes de téléphone et de fax, visites chez les députés, location d’un bureau à côté de celui de la ministre de l’Éducation, manifestation nationale de 1200 personnes devant l’Assemblée nationale… **Ces luttes,** **qui durent pendant 20 ans, forgent un mouvement national.** | |
|  |
| 8. | 1994  **Abolition du PSÉPA** (annoncée)  1995  **ÉPA devient un enjeu électoral**  Victoire!  1995  **Programme rétabli et bonifié** (Parizeau)  ==================  Promesse d’une **politique gouvernementale en ÉPA**  Victoires!  1996-1998  Mobilisation lors des **États généraux sur l’éducation**  +++++++++++++++  Appui massif des « partenaires » à la revendication d’une politique de reconnaissance de l’ÉPA  2003-2004 | Cette période de mobilisation se distingue par sa détermination et son acharnement. Au point où elle provoque une réaction de la part du gouvernement Liberal de Bourassa/Johnson. Le ministre de l’Éducation annonce l’**abolition** des programmes PSÉPA\PSAPA en 1994.  En furie, les groupes d’ÉPA/d’APA **se mobilisent** à nouveau et l’éducation populaire autonome devient **un enjeu électoral en 1994**. C’est la seule fois que l’on s’impose ainsi dans un contexte électoral  Les élections sont remportées par le PQ de Jacques Parizeau. Le nouveau gouvernement respecte son engagement électoral et **revient sur la décision** de fermer les programmes d’ÉPA et d’APA. À la place, il les bonifie en y injectant 1,2 M$.  Pour ce qui est de la revendication d’une politique de reconnaissance de l’ÉPA, le ministre de l’Éducation demande aux groupes d’ÉPA et d’APA d’investir les **États généraux sur l’éducation** pour chercher l’appui des partenaires en vue d’obtenir une politique ministérielle en ÉPA.  **Dix-huit organismes** de la société civile, incluant les trois grandes centrales syndicales, l’ICÉA, l’Assemblée des évêques du Québec, la Conférence des régies régionales en santé et services sociaux, plusieurs associations étudiantes et la Fédération des cégeps appuient la demande d’une reconnaissance formelle étatique de l’ÉPA. | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 9. | **2004**  **Élimination des programmes d’ÉPA par le MEQ** | Malgré les victoires, malgré le fait d’avoir convaincu les partenaires en éducation d’appuyer l’idée d’une politique ministérielle d’ÉPA, le gouvernement péquiste décide d’abandonner son soutien à l’éducation populaire et à l’alphabétisation populaire autonomes. Nous verrons **pourquoi** dans la présentation sur l’action communautaire que l’on abordera sous peu… |
|  |
| 10. | 2002 – aujourd’hui  **Lutte pour le $**  **des groupes en DCD**  Redéploiement des énergies du MÉPACQ au Comité DCD du RQACA qui devient le RODCD (2011)  2018  **Gain significatif $ des groupes en DCD**   * Grâce aux luttes des groupes de base et des regroupements l * Équilibrage du financement des groupes selon le territoire d’intervention   Victoire! | Avec la décision du MEQ de retirer son soutien à l’ÉPA, le MÉPACQ change sa stratégie.  À partir de 2002, le MÉPACQ investit davantage ses énergies pour obtenir la reconnaissance de l’action communautaire autonome, et plus particulièrement celle de la défense collective des droits (DCD). À ce titre, il participe activement à la création du RODCD (Regroupement des organismes en défense collective des droits) en 2011. Et pendant une dizaine d’années, le MÉPACQ coordonne, particulièrement en région, les différentes campagnes pour améliorer le piètre financement des groupes en DCD.  Ces pressions aboutissent, en 2018, avec un gain significatif pour la DCD. Annoncé dans le 3e plan de lutte à la pauvreté (PLQ) et réalisé par le nouveau gouvernement de la CAQ**, le financement des groupes en DCD est majoré de façon significative.**  Outre la majoration du financement, le CAQ instaure également un régime de soutien financier égal selon le territoire d’intervention des groupes. Un gain majeur au niveau de l’équité entre les groupes. |

**1990 – Émergence de l’action communautaire autonome (25 minutes)**

Outils supplémentaires utilisés dans cette partie

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | **Commentaires** |
|  | 1990  **L’émergence de l’action communautaire autonome** | Toujours dans l’optique de **la lutte pour la reconnaissance et le financement** de ses membres, on se concentre maintenant, non pas sur la lutte pour la reconnaissance de l’éducation populaire autonome, mais sur celle pour la **reconnaissance de l’action communautaire autonome.** |
|  | 1990  GIEC, **1er rapport liant l’activité humaine aux changements climatiques**  1995  2e referendum sur la souveraineté. | En 1990, le **Groupe d'experts intergouvernemental sur l’évolution du climat (GIEC)** sonne une première alarme concernant les liens entre l’activité humaine et les changements climatiques dus aux gaz à effet de serre.  De son côté, le Québec vit un 2e referendum sur la souveraineté. |
|  | 1989  ***Nous reconnaissez-vous?***  (COCQ)   * Première mobilisation nationale d’un mouvement d’ACA émergeant * Parmi les revendications **une politique gouvernementale de reconnaissance de l’ACA** | Nous l’avons vu : durant les années 70 et 80, le milieu de l’éducation populaire s’organise sur le plan régional avec la création des regroupements régionaux en ÉPA.  Au début des années 80, le PSOC (du ministère des Affaires sociales) accorde déjà un soutien financier plus important que le MEQ aux groupes communautaires de son secteur. Côté organisationnel, les groupes soutenus par le PSOC s’organisent principalement **par secteur** et par **regroupements nationaux** : de femmes, de jeunes, d’alternatifs en santé mentale, SIDA, etc.  Au milieu des années 80, ces regroupements nationaux commencent à se réunir informellement au sein de la **Coalition des organismes communautaires du Québec (COCQ).** Le COCQ formule des revendications auprès du gouvernement du Québec, touchant les groupes d’action communautaire autonome (ACA)  En 1989, le 31 octobre, la COCQ lance ***Nous reconnaissez-vous?*** la toute première action nationale de revendication des groupes d’ACA. Les revendications : une reconnaissance étatique formelle de l’apport des groupes communautaires à la société et un soutien financier public qui reflète cet apport.  Ce sont les tables du MÉPACQ qui organisent en région des actions de visibilité et des visites aux députés.   * Suivant cette journée nationale de mobilisation, les représentants et les représentantes du communautaire autonome **rencontrent le premier ministre (Bourassa).** Lors de l’entretien, Bourassa laisse entendre une reconnaissance imminente des OCASSS[[8]](#footnote-8). **À noter :** c’est la seule fois dans l’histoire qu’une délégation du communautaire autonome rencontre un premier ministre **à la demande du communautaire**. * La COCQ se dissout à la suite de l’action *Nous reconnaissez-vous*. Elle est remplacéepar la « Table des 27 » (aujourd’hui la TRPOCB[[9]](#footnote-9)) – du secteur OCASSS). |
|  | Les années 90 en survol  **Expansion du communautaire**   * **« Populaire »** remplacé par **« communautaire »** * Groupes communautaires **d’employabilité**   1991  **Loi 120**   * **Reconnait** l’apport des groupes communautaires à la population      * Parachève la **régionalisation** du MSSS; * Régionalise le PSOC * Oblige les Régies régionales d’avoir un vis-à-vis du communautaire (les TROC)   (à la fin des années 90)  **Patinoire régionale d’ACA**  Tables régionales ÉPA  TROC (Loi 120)  Tables régionales des groupes de femmes  Multiplication des CDC (Chevrette)  **Au début des années 90, les tables régionales en ÉPA sont quasiment seules sur la patinoire régionale du communautaire.**  **A la fin de la décennie, la patinoire est pleine.** | Avant d’aller plus loin dans notre histoire, prenons un moment pour **voir l’état du communautaire** au début et à la fin de la décennie 1990.   1. D’abord, parlons des mots. À la fin des années 80, on parle encore des groupes « **populaires**»; à la fin des années 90, on parle plutôt des organismes « **communautaire**s » -   La différence entre les deux? L’ancrage des groupes « populaires » est la **condition économique des gens** (aide-sociale, chômeurs, consommateurs, accidentés); l’ancrage des organismes « communautaires » est davantage **« populationnel »** (jeunes, personnes handicapées, santé mentale). Le changement de mots est lié à l’adoption de la Loi 120 dont on parlera tantôt.   1. Émergence dans les années 80 d’un **nouveau secteur d’intervention dit « communautaire »** (l’employabilité) pour faire face à la crise d’emploi. Non plus fondés par la population, les groupes d’employabilité sont plutôt mis sur pied par l’État pour gérer des programmes gouvernementaux. Les conseils d’administration se composent des gens de l’institutionnel et parfois du privé; les membres sont choisis pour leur expertise professionnelle.   Au début des années 1990, on retrouve deux programmes principaux de financement du **communautaire autonome** (groupes du milieu, fondés par les citoyens) – le PSOC (MAS, $ de mission) et le PSÉPA/ PSAPA (MEQ, $ par activité)   1. C’est l’adoption de la **Loi 120** sur la santé et les services sociaux qui donne l’envol au mouvement d’ACA.  * Le MAS est remplacé par le MSSS. * La Loi 120 reconnait l’importance des groupes communautaires auprès de la population (la reconnaissance préconisée par Bourassa en 1989). * Cette reconnaissance est à l’origine d’une explosion dans **le nombre de groupes (**1989 – **647 groupes financés à hauteur de 45 M$;** 2008 – **3400 groupes financés à hauteur de 392 M$).** * Cette reconnaissance est concrétisée dans les **PROS** (programme régional de l’offre de service,1996) qui deviennent les projets cliniques de la réingénierie de Charest[[10]](#footnote-10). * La **régionalisation** des activités du nouveau ministère est **parachevée** avec la création des **régies régionales** (devenues successivement les Agences de santé, les CISSS/CIUSSS et maintenant Santé Québec)   + La gestion du **PSOC est régionalisée.** En conséquence, la loi 120 oblige lesRégies régionales à se doter d’un vis-à-vis issu du communautaire… qui entraine la création d’un réseau régional des **TROC (**le réseau régional des OCASSS).   Outre le développement du communautaire autonome dans le secteur de la santé, d’autres développements se font aussi ailleurs. Deux de ceux-ci touchent la place des tables du MÉPACQ sur la patinoire régionale du communautaire.   * Faire référence à l’outil #4 – La Patinoire régionale du communautaire à la fin des années 1990   + Le $ et le développement des **tables de concertation régionale des groupes de femmes** (NB - En 1980, le Conseil du statut de la femme (CSF), un organisme parapublic, ouvre des bureaux régionaux dans onze (11) régions du Québec. Plusieurs de ceux-ci s’autonomisent et deviennent le noyau du réseau régional qui est financé par le gouvernement du Québec au début des années 2000)   + **Multiplication des CDC** (qui ont joué un rôle stratégique dans la stratégie du développement régional du ministre péquiste Chevrette) |
| 4. | 1995  Annonce d’une **PRACA**  (Gouvernement PQ de Parizeau)  Création du **SAC**(A)  Création du **FAACA[[11]](#footnote-11)**  Victoires! | On entre maintenant dans deux univers parallèles. On vient d’aborder la lutte pour l’ÉPA. Maintenant, on va parler de l’ACA. Pour le MÉPACQ, une bonne partie des deux luttes pour la reconnaissance se mènent simultanément dans le temps. Si le MÉPACQ est le **moteur** de la lutte pour la reconnaissance de ÉPA, il reste un **acteur central** dans la lutte pour la reconnaissance de l’ACA.  Dans la campagne de 1994, qui porte Parizeau au pouvoir, le PQ avait pris des engagements envers l’ÉPA, mais aussi envers l’ACA. Faire référence au carton #8 des années 80.  Très vite après l’élection de 1994, Parizeau fait **trois** annonces importantes concernant l’ACA (on est en **contexte référendaire,** le 2e referendum se tenant en 1995). Les annonces se font en présence des représentants et représentantes du MÉPACQ, du RGPAQ, de la Table des fédérations et organismes nationaux en éducation populaire autonome (feu), de la « Table des 27 » (aujourd’hui le TRPOCB) et de la TNCDC. Les trois annonces sont :   1. L’intention de doter le Québec d’une **politique de reconnaissance** de l’action communautaire **autonome (PRACA);** 2. La création du Secrétariat d’action communautaire (SAC), rattaché au bureau du premier ministre, pour promouvoir le communautaire et rédiger la PRACA; 3. La création du Fonds d’aide à l’action communautaire autonome (FAACA), muni de millions de $ d’argent neuf. Cet argent devait servir à soutenir la création d’un tout nouveau réseau national de Carrefours jeunesse emploi (CJE).   L’opération « *La souris entrera-t- elle dans le SAC*? » permet aux regroupements nationaux que Parizeau avait rencontrés de consulter le milieu d’ACA sur les propositions du SAC et du FAACA.   * **Concernant le SAC**, les groupes indiquent vouloir un secrétariat dédié à l’avancement de l’AC**A** – la lutte s’enclenche et Parizeau accepte d’ajouter un « A » à son SAC. Le SAC devient le SACA. Une victoire. * **Sur le soutien du FAACA aux nouveaux CJE**, le milieu rejette la proposition à l’unanimité. On dit que les CJE, une création du gouvernement du Québec, ne relèvent pas du communautaire autonome et demande que l’argent neuf soutienne les organismes communautaires existants qui sont déjà sous-financés.   « *La souris entrera-t- elle dans le SAC*? » est **un moment important dans la construction du mouvement d’ACA**. |
| **5.** | 1995 - 2007  Structuration du **mouvement d’ACA**  **Groupe porteur** devient le **Comité aviseur provisoire** qui devient **permanent** (1996) qui devient le **RQACA** (2007).  1996 – 2001  **Rencontres nationales** :  Dans le contexte de la PRACA  1996 – 1998 - 2001 | L’annonce de Parizeau concernant la PRACA s’est faite auprès d’un groupe assez restreint. Néanmoins, celui-ci (MÉPACQ, RGPAQ, Table des fédés, Coalition des TROC, Groupe des 27, TNCDC) porte, au nom du communautaire, les discussions initiales sur les intentions gouvernementales.   * La composition du groupe « porteur » (dont 3 des 5 regroupements représentent le milieu d’ÉPA/AGA) est un cliché, une « photo », du milieu communautaire autonome en 1995 une photo semblable en 2023 serait drôlement différente! * Le groupe porteur coordonne « La souris entrera-elle dans le SAC? » * Pour être plus représentatif du milieu d’ACA, le groupe porteur s’élargit assez rapidement en **comité aviseur provisoire**, en **comité aviseur permanent** et éventuellement en **Réseau québécois de l’Action communautaire autonome (RQACA).** À retenir : la première permanence du comité aviseur est hébergée dans la salle de travail du MÉPACQ. * **Le mandat initial du comité aviseur** : représenter et défendre les intérêts du milieu d’ACA dans les discussions avec l’État sur le contenu et la portée de la politique de reconnaissance.   Autres moments importants dans la construction d’un mouvement d’ACA, l’organisation et la réalisation de **trois (3) rencontres nationales** (1996, 1998 et 2001) pour sonder et informer le milieu d’ACA sur l’avancement des travaux de la PRACA.  Lors de ces rencontres, les regroupements nationaux, régionaux et territoriaux (CDC) ont appris comment travailler ensemble, comment formuler des propositions pour rallier des secteurs, des régions et des intérêts différents, comment délibérer ensemble en assemblées plénières. |
| 6. | **1996**   1. Les **caractéristiques de l’ACA** (reprises dans la PRAC) 2. L’utilisation prioritaire des sommes du FAACA **pour la DCD[[12]](#footnote-12)**;  * 1997 : Bonification importante des groupes DCD  1. Composition du comité aviseur permanent (CAACA) | Lors de la rencontre nationale de 1996, trois décisions majeures se prennent :   1. **Les 4 caractéristiques de l’ACA** : organismes créés par le milieu; voués à la transformation sociale; qui pratiquent une intervention globale auprès des personnes; et dont les CA sont indépendants du réseau. Ce sont ces quatre mêmes caractéristiques qui existent encore. 2. **Le FAACA** : Ayant rejeté l’utilisation des nouvelles sommes du FAACA pour soutenir les CJE, la rencontre nationale de 1996 demande, à l’unanimité, que la majorité de ces sommes soutiennent les groupes communautaires les plus pauvres, soit les groupes en DCD. Cette demande est acceptée par l’État et, en 1997, une bonification importante du $ est accordée à beaucoup de groupes en DCD. 3. Pour que le comité aviseur ait une légitimité auprès de l’État, la rencontre nationale de 1996 nomme ses **secteurs de représentation**: femmes, environnement, défense des droits, consommation, logement, personnes handicapées, immigrants/réfugiés, personnes autochtones, jeunes, alphabétisation, loisirs, solidarité internationale, médias… 17 secteurs au total. |
| 7. | **1998**   1. Mandat de négociation accordé au comité aviseur; 2. Priorité absolue à l’obtention d’un **financement à la mission.** | À la rencontre de 1998, deux décisions majeures se prennent.   1. Un **mandat de négociation** avec l’État sur le contenu de la PRACA est accordé au Comité aviseur; 2. La priorité absolue des négociations à venir est l’obtention dans la PRACA d’un **financement à la mission.** |
| 8. | **2001**  L’enjeu : Appréciation de la politique gouvernementale   * 2/3 des regroupements d’ACA l’appuie * – 1/3 sont contre, dont 17 sont dissidents.   **Point de litige :** Présence des **ententes de service** dans la politique gouvernementale. | En 2001, la 3e rencontre nationale est convoquée pour obtenir une validation du milieu de l’ACA de la dernière version (presque) de la PRAC. En effet, en décembre 1999, **la PRACA est devenue une PRAC**…  Lors du vote,   * **Les 2/3** des 125 regroupements nationaux, régionaux et territoriaux (CDC) appuient la version finale de la Politique en se disant que ce n’était pas parfait, mais que les luttes à venir pourraient l’améliorer; * **Le tiers (1/3)** des regroupements sont contre. Dont **dix-sept (17**) inscrivent leur dissidence.   + Parmi les dissidents, 8 regroupements régionaux en ÉPA, le MÉPACQ, le RGPAQ, le FCPAS, Ligue des droits et libertés; RQGE…   + **Le point de litige** : la légitimité accordée dans la PRAC aux **ententes de services**. |
| 9. | 2001  **Adoption de la PRAC par le Gouv. Du Québec.** | La PRAC a été adoptée par le Gouvernement du Québec en juillet 2001. |

**2000 – Virage vers les luttes sociales (30 minutes)**

Outils supplémentaires utilisés dans cette partie

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  |  | **Commentaires** |
|  | 2000  **Virage vers les luttes sociales** |  |
|  | Années 2000  **Les gouvernements de Jean Charest (PLQ)**  **Majoritaire** : 2003 (réingénierie de l’État)  **Minoritaire** : 2007 | Les années 2000 sont marquées par la résistance aux gouvernements libéraux successifs de Jean Charest! À partir de 2003, le Québec est aux prises avec un immense projet de réingénierie de l’État qui a vu des compressions massives dans la fonction publique et une réorganisation importante des services publics et des programmes sociaux.  En 2007, alors que les libéraux sont devenus minoritaires, la réingénierie cède le pas aux politiques d’austérité : rien ne change vraiment... |
|  | **2000**  **Congrès d’orientation**  Deux champs de lutte indissociables   1. **Luttes sociales** 2. **Lutte pour obtenir le financement nécessaire pour mener les luttes** 3. **Comment mener les luttes?** Par l’ÉPA | Conscient que la lutte pour un programme de financement public de l’ÉPA est perdue, le MÉPACQ se retrouve, en 2000, dans un congrès d’orientation existentielle. Puisque la lutte pour le programme de financement d’ÉPA au MEQ a été prioritaire pendant 20 ans, une question de fond se pose au mouvement : **Pourquoi être ensemble si ce n’est pas la lutte pour le financement?**  **Le congrès de 2000 a répondu à la question :**  **On veut encore être ensemble pour transformer la société dans le sens de la justice sociale. On est un mouvement de luttes sociales.** |
|  |  | Le monde a changé entre le moment où le MÉPACQ se forme au début des années 1970 et les années 2000, le moment où l’État adopte la politique de reconnaissance de l’action communautaire.  **Qu’est-ce qui a changé?**  L’arrivée du néolibéralisme au Québec et partout dans le monde :  Soit la mondialisation du néolibéralisme. |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **Mondialisation du néolibéralisme**  1997  ***La localisation, la régionalisation… et la mondialisation***  Publication et tournées nationales  Enjeu : Impact de la mondialisation sur le Québec et sur le milieu communautaire.  2000  **Sommet des Amériques (Québec)**  1re mobilisation nationale sur un enjeu politique  **Enjeu** : la ZLÉA  **Enjeu** : la répression policière  **Positionnement du MÉPACQ sur le néolibéralisme (document)**  **Congrès de 2006**  La lutte principale c’est celle contre **la mondialisation du néolibéralisme** dans toutes ses formes. | 1. En 1997, le MÉPACQ se penche pour une première fois sur l’impact de la mondialisation chez nous.   Outil #6 - MÉPACQ (1997), La régionalisation, la localisation et la mondialisation  Le document identifie plusieurs réformes du gouvernement péquiste de Parizeau/Bouchard (Harel, aide sociale; Marois, éducation; Rochon, santé; Chevrette, développement régional) comme les points d’atterrissage au Québec des idées néolibérales en provenance de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et l’OCDE. Le document démontre aussi comment l’État utilise / instrumentalise les groupes communautaires dans sa vision néolibérale de l’offre de services autrefois publics.  Pour faire rayonner le document, le MÉPACQ réalise une tournée nationale. La TROVEP de Montréal fait également une tournée de son sketch sur les cravates qui aborde sensiblement le même sujet.  Le document et les tournées mettent la table pour le virage politique du MÉPACQ des années 2000.   1. Tout de suite après le congrès d’orientation de 2000, le MÉPACQ se mobilise sur l’enjeu d’une Zone de libre-échange des Amériques (la ZLÉA)   Des centaines de personnes du mouvement se rendent à Québec pour le Sommet des Amériques. Pour plusieurs militants et militantes, on voit de proche la répression policière pour une première fois : barricades, gaz lacrymogène, police armée…   1. En 2005, un document phare permet au MÉPACQ de préciser sa pensée sur la mondialisation. Le problème de la mondialisation n’est pas les nouvelles technologies et l’internet : **c’est la mondialisation du néolibéralisme.** 2. Une position réaffirmée au congrès de 2006 quand le MÉPACQ décide que sa lutte principale sera celle contre **le néolibéralisme :** la concentration du capital, les écarts grandissants de richesse entre les classes sociales, la privatisation de pans entiers du « bien commun ». |
|  |  | Il serait faux de croire que le MÉPACQ et le mouvement populaire ne sont pas intéressés aux luttes sociales avant les années 2000. Totalement faux. Si le MÉPACQ n’est pas lui-même le moteur des luttes sociales au Québec, depuis toujours il est parti prenant d’une myriade de luttes de tout acabit…  A commencer par… |
|  | **Le chômage**  (NB : Pour chacune des luttes qui suivent, déroulez tous les cartons thématiques en même temps; soiyez conscients que vous n’aurez probablement pas le temps de les aborder individuellement)  1983 La ***Grande marche pour l’emploi***  **1993 Mobilisation contre la réforme Valcourt (Mulroney)**  1995 Résistance à la **réforme Axworthy** (chômage, RAPC) et **au budget Martin** (logement) (Chrétien)  2012 – Mobilisation contre la réforme Findley / Harper | **Le chômage** est un enjeu qui revient trop souvent dans l’histoire du MÉPACQ  Dans les années 1980 (on l’a vu), l’**Inflation se situe à 12% et le chômage officiel à 13%**  Dans ce contexte, le MÉPACQ naissant et les 4 tables originales sont actifs lors de la **Grande marche pour l’emploi**.  Organisée en 1983, c’est le 1er grand événement inter populaire-syndical et national. Au terme d’une marche de plusieurs semaines des sans-emploi, partant d’une dizaine de villes à travers le Québec, 25 000 personnes envahissent le centre-ville de Montréal pour revendiquer de vrais emplois!  Par la suite, et à l’invitation des regroupements nationaux des chômeurs et des chômeuses (aujourd’hui le **MASSE** et le **CNC**), les groupes membres du MÉPACQ résistent :   * À la réforme Valcourt qui réduit l’accessibilité du programme de chômage et introduit le territoire habité dans le calcul des prestations; * À la réforme Axworthy qui a coupé les transferts du fédéral (le RAPC – Régime d’assistance publique du Canada) et qui a transformé l’assurance chômage en assurance emploi; * À la réforme Findley et son attaque contre les travailleurs et travailleuses saisonniers, dont les permanent-e-s des tables régionales et plusieurs groupes de base. Obligation de tenir un carnet de recherche d’emploi; embauche d’enquêteurs pour vérifier les prestataires |
|  | **Aide sociale**  1984 **PL65 :** Clause discriminatoire des jeunes / début des **programmes d’employabilité**  (APPORT et APTE)    1986 – 1991 : B**oubou-macoutes**  1988-1991 : **PL 37 (**Aptes / inaptes au travail ; PAIE et EXTRA : Les groupes populaires  comme gestionnaires des pauvres.  1996 : **PL 86** (Ayant contraintes / n’ayant pas de contraintes ;  Scission **Aide *sociale*** et ***Solidarité sociale***  2013 : Prestations réduites des **vieux**, des **jeunes** et des **personnes toxicomanes**  2015 : **PL70 : *Programme objectif-emploi*** des nouveaux demandeurs | L’**aide sociale** est un autre enjeu qui marque le MÉPACQ. Encore, ce n’est pas le MÉPACQ qui mène la lutte, mais le **Front commun des personnes assistées sociales.**  Le tout premier régime d’aide sociale date de 1969. Dès le budget Parizeau (1982, carton #1, 1980), sous le prétexte d’une crise des finances publiques, le gouvernement québécois coupe dans les programmes sociaux.  « *L’aide sociale coûte trop cher.* » En 1984, le caractère discriminatoire de la loi 65 est dénoncé car elle crée deux classes de prestataires et réduit les prestations versées aux jeunes de moins de 30 ans. La résistance des groupes populaires est forte.  Pour réduire davantage les coûts du programme, il faut sortir des gens de l’aide sociale, il faut les forcer sur le marché du travail. Pour ça, il faut qu’ils sachent comment s’habiller, comment se réveiller le matin. À cette fin, la loi 65 amorce 30 ans de **programmes d’employabilité**. Dans un contexte, bien sûr où le chômage officiel se situe toujours autour de 10%, 12%…et qu’il n’y a pas d’emploi!  Toujours dans une optique de réduire les coûts, le gouvernement Bourassa se met à la recherche des « abuseurs de système ». En 1986, il embauche une escouade d’inspecteurs, spécialement mandatée par l’État, pour enquêter sur les cas de « fraude » parmi les prestataires de l’aide sociale (1986).   Jusqu’au début des années 1990, les « boubous macoutes », le surnom donné aux membres de cette escouade[[13]](#footnote-13), instaurent un véritable régime de terreur chez les personnes assistées sociales, qui sont, bien sûr, majoritairement des femmes. Et qui, pour réduire leurs coûts, partagent leur logement (ce qui n’est pas permis par la Loi sur l’aide sociale)*.*  *D’où les histoires de deux brosses à dents dans la salle de bain. Des souliers d’homme en dessous du lit, du manteau d’homme sur le crochet.*  En 1988, la Loi 37 remplace la discrimination selon l’âge des prestataires d’aide sociale par la distinction entre les aptes et les inaptes au travail. Cette même loi tente d’utiliser les groupes populaires pour gérer les programmes d’employabilité (PAIE et EXTRA) : les deux mesures rencontrent une résistance forte dans le milieu populaire.  La résistance continue lors de chaque tentative – en 1996, 2013, 2015 – de réduire l’accessibilité au régime du dernier recours… |
|  | **Logement**  **1980 – Cahier de revendications** adopté par le FRAPRU : « *Des quartiers où nous pouvons rester » (le maintien des populations dans les quartiers populaires; la préservation du stock de logements existant et les programmes de rénovation accessibles aux populations populaires.*  ***Congrès 1981 : la priorité : Le maintien et l’intensification des programmes pour faire construire du logement social.***  *(Battue : Campagne contre les hausses du loyer).*  *mi 1980*  **Le recul du financement fédéral pour le logement social**  ***1987 - « Brian as-tu du cœur? » (1987)*** *- 700 personnes marchent de Hull à la colline parlementaire à Ottawa*  ***1992 - Encampement du FRAPRU sur le bord de la rivière de l’Outaouais*** *– Annonce d’une coupure de 60% des budgets alloués au logement social au Québec par le fédéral.*  *1993 Des* ***milliers de paires de « godasses****envoyées au ministre des Finances*   * *Annonce du* ***retrait du fédéral*** *du financement du logement social./ décision mise en œuvre par le gouvernement libéral et le ministre Paul Martin.*   2000 - Quand le Fédéral revient dans le dossier, c’est par l’angle de l’itinérance et du logement abordable (et non pas le logement social!) | 1. Le **FRAPRU** et le **RCLALQ** ont été fondés en 1978. Ce sont les deux regroupements qui ont pris la relève de la lutte pour le logement qui a débuté dans les années 1960 et qui a donné naissance aux premiers groupes populaires. Les membres du MÉPACQ, dont plusieurs sont également des membres des deux regroupements nationaux sectoriels participent activement à la lutte pour le droit au logement. 2. Au fil du temps, la lutte pour le logement prend deux stratégies. Celle du FRAPRU, qui privilégie le maintien et l’intensification des programmes pour bâtir du logement social. Et celle du RCLALQ qui privilégie des campagnes contre la hausse des loyers et le maintien du stock de logements dans les quartiers populaires. 3. La lutte pour le droit au logement est une des rares luttes qui vise autant le gouvernement fédéral que le gouvernement du Québec.   Dès le milieu des années 80, le financement du Fédéral pour le logement social est remis en question. Le gouvernement est celui de Brian Mulroney. Malgré une lutte féroce, le Fédéral se retire du dossier du logement en 1993, et ce, pour presque une décennie.  Quand le Fédéral revient dans le dossier du logement, c’est dans une optique de réduire l’itinérance et de promouvoir le « logement abordable ». La porte est dorénavant grande ouverte pour les intérêts privés… |
| 7. | ***1995***  ***Recentrage de la lutte pour le logement social vers Québec.***   * **« Parizeau est bien logé, pas nous »** (1995) Manifestation colorée devant la nouvelle résidence officielle du PM québécois (rue des Braves, QC). * *Sommet socio-économique (1996) :* une lueur d’espoir laissant espérer que le Québec va investir dans du logement social * À l’approche du budget de 1997, un blitz de pression : **panneaux géants** annonçant la réalisation prochaine de logements sociaux; construction d’un **camp** devant le Salon national de l’habitation à Montréal; **squat** à l’intérieur même du Salon; **manifestation nationale** devant le «  Bunker  » à Québec...   + **Résultat :** ***Programme AccèsLogis (1997)****. Un premier programme de développement du logement social au Québec.*   + « Un grand chantier de logement social » (1998) – Revendication de 8000 logements sociaux par année. Une revendication reprise par la MMF 2000.   Les politiques du déficit zéro (Bouchard), de la réingénierie (Charest, 2000) et de l’austérité (Couillard, 2010) provoquent une **crise du logement**   * 1 juillet 2001. Des centaines de personnes jetées dans la rue à Montréal, Gatineau, Québec, Sherbrooke, Baie-Comeau, Rouyn, Alma * 2001 - Encampement de 200 personnes à Québec devant l’Assemblée nationale * 2002 - Semaine d’occupation de terrains et de bâtiments * 2008 - Camp des 4 Sans (les 400 ans de la ville de Québec) * 2012-2013 – La commission populaire sur le droit au logement | Quand le Fédéral se retire du financement du logement social, les groupes logements recentrent leurs efforts sur Québec.   1. Une série d’actions hautes en couleur s’enclenche. Alors que les péquistes ont acheté une nouvelle résidence digne d’un premier ministre d’un état souverain, les groupes logement s’organisent avec la campagne « Parizeau est bien logé, pas nous ». Des campements se multiplient, les squats aussi. 2. En 1997, Accès-Logis, le tout premier programme québécois de développement du logement social est gagné. Mais ce n’est pas assez. En 1998, les groupes logements revendiquent la construction de 8000 logements sociaux par année. 3. Les politiques du déficit zéro de Lucien Bouchard, suivi de la réingénierie et des politiques d’austérité des gouvernements libéraux ont fini par provoquer une véritable crise du logement au Québec dans les années 2000. Pour y faire face, les groupes logements, dont beaucoup sont membres du MÉPACQ initient d’autres actions d’occupation, de manifestations, d’encampements et de protestations publiques. Une commission populaire sur le droit au logement a parcouru les 17 régions administratives du Québec. 4. Tout au long, les membres du MÉPACQ sont actifs et solidaires. |
|  | **Pauvreté**  2002 : ***Loi pour lutter contre la pauvreté et l’exclusion sociale*** et les plans d’action 2004, 2010, 2016  2006 -2011 **: Projet ARUC :** Recherche et formations pour alimenter le MÉPACQ  2013 : Positionnement contre l’**Approche territoriale intégrée,** la stratégie gouvernementale de lutte à la pauvreté | Outre la résistance aux réformes de l’aide sociale et du chômage et une participation dans la lutte pour le logement, le MÉPACQ s’intéresse au dossier général de la pauvreté.  La pauvreté, peut-elle être éliminée par une loi ou est-ce ça prend une lutte politique?  Cette question divise profondément le mouvement alors que la question de l’adhésion au **Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté** se débat pendant une dizaine d’années. Des regroupements régionaux en ÉPA se trouvent des deux côtés.  L’unité du mouvement se rétablit cependant dans la résistance unanime aux différents plans d’action gouvernementaux pour mettre en œuvre la Loi pour lutter contre la pauvreté et l’exclusion sociale (2002).  Un projet d’Alliance de recherche universitaire-communautaire (ARUC) permet l’élaboration des sessions de formation qui s’offrent aux tables régionales sur les enjeux autour de cette loi. Les sessions alimentent le MÉPACQ pour une prise de position sur l’Approche territoriale intégrée (ATI), la stratégie gouvernementale et partenariale de lutte contre la pauvreté. Le MÉPACQ dénonce l’instrumentalisation du communautaire de l’ATI et dénonce aussi l’absence de mesures de soutien du revenu dans la stratégie anti-pauvreté du gouvernement. |
| 8. | **Salaire minimum**  2007 - Campagne sur la hausse du **salaire minimum** avec le Front des non-syndiqués  2007 - « Un salaire minimum décent c’est un droit, une priorité, une nécessité »  2016 - Appui actif, *« 5-10-15 »,* campagne avec le Front des non-syndiqués. | Toujours dans un souci de soutenir les personnes en situation de pauvreté le MÉPACQ soutient le **Front de défense des non-syndiqués**, dont **Au bas de l’échelle**, dans différentes campagnes visant le **rehaussement du salaire minimum**. Tel a été le cas en 2007.  Pour appuyer cette campagne, le MÉPACQ publie la brochure « Un salaire minimum décent c’est un droit, une priorité, une nécessité »  En 2016, les tables du MÉPACQ organisent la tournée en région de la campagne « 5 -10 =15 » Demandez aux participant.es de se souvenir les revendications de la campagne « 5-10-15 »? (Connaître son horaire cinq jours à l’avance, avoir dix jours de congé payés annuels en cas de maladie ou de responsabilités familialeset un salaire minimum de 15 $ l’heure) |
| 9 | **Hydro-Québec**  2013-2014, Campagne contre les hausses, action en région le 28 de chaque mois. | Depuis toujours, les regroupements nationaux des **ACEF** contestent **l’augmentation annuelle des tarifs d’électricité**, demandée auprès de la Régie de l’énergie.  Mais en 2013, durant toute l’année – au 28 du mois – les tables régionales organisent des activités et initiatives créatrices pour contester la demande d’augmentation d’Hydro Québec. |
| 1. 10 | **Appui au mouvement des femmes**  1995 - **Marche pour du pain et des roses,** Fédération des femmes du Québec (FFQ)  2000, 2005,2010, 2015 -  **Marches mondiales des femmes** | Ce n’est pas le MÉPACQ qui organise, en 1995, la Marche historique pour du pain et des roses. C’est une initiative de la **Fédération des femmes du Québec (FFQ).** Mais cette marche met **la pauvreté des femmes**, même la pauvreté tout court, à l’agenda politique au Québec. Les tables régionales y participent massivement.  Par la suite, les groupes de femmes et d’autres groupes membres du MÉPACQ participent, aux cinq ans, aux Marches mondiales des femmes. Celles-ci sont toujours le fruit d’une immense démarche d’éducation populaire qui dépasse la marche comme telle. |
| 1. 11. | **Démocratie**  2003 **- *Les guides électoraux*** non partisans , produits à chaque élection fédérale, provinciale et municipale à partir de 2003.  *2014 - « La démocratie, entre deux votes »* | Alors que ce n’est pas une lutte sociale, une démocratie malade affecte notre capacité à mener des luttes. Depuis 2003, le MÉPACQ publie des guides électoraux non partisans pour souligner les enjeux nous concernant, et ce, avant chaque élection fédérale, provinciale et municipale.  Les guides s’adressent aux personnes qui fréquentent les groupes de base et sont conçus comme des outils de formation.  En même temps, la démocratie dépasse les périodes électorales. C’est ainsi qu’en 2014, le MÉPACQ publie « La démocratie, entre deux votes ». |
| 1. 12. | **Environnement**  2007 - ***Au grand cirque de la mondialisation (***colloque statutaire) aborde l’environnement, la pauvreté et la démocratie.  2007-2011 - Série d’outils sur **l’agriculture industrielle**, les **SLAPP**, le **Plan nord**, les **gaz de schiste**…  **Mobilisations**: Jour de la Terre (2012), Semaine de la Terre (2018), Earthstrike (2019) | En 2007, l’**environnement** arrive comme enjeu important dans la vie du MÉPACQ. C’est alors que le colloque triennal « Au grand cirque de la mondialisation » aborde l’environnement, la pauvreté et la démocratie comme étant trois facettes d’une même lutte.  Suivant le colloque, le Mouvement a produit une série d’outils sur **l’agriculture industrielle**, les « Poursuites bâillon » (**SLAPP)**, le **Plan nord** et les **gaz de schiste**… Ces outils permettent au mouvement d’amorcer un virage important de mobilisation sur les enjeux environnementaux, et ce à partir de 2012 quand tout le MÉPACQ se mobilise pour le Jour de la terre. Signalons une autre grande mobilisation en 2019 quand le MÉPACQ participe à *Earthstrike*, une grève planétaire sur la crise climatique. |
| 1. 13. | **Luttes étudiantes**  2008 - Appui au **mouvement étudiant** en grève  2008 - « ***La gratuité scolaire : De la garderie à l’université… »***  2012 - Appui actif aux **carrés rouges,** « La grève est étudiante la lutte est populaire. »  2013 - Positionnement formel et public du MÉPACQ en faveur de la **gratuité scolaire** | Le MÉPACQ appuie aussi différentes **grèves étudiantes** au fil du temps.   * En 2005, la grève conteste la transformation du régime des prêts et bourses en régime de prêt. * En 2008, son appui à la grève s’accompagne de la publication de la brochure « La gratuité scolaire : De la garderie à l’université…» * En 2012, tout le mouvement accorde un appui actif aux **carrés rouges,** faisant du sien le slogan*La grève est étudiante, la lutte est populaire.* * En 2013, le MÉPACQ devient le premier regroupement du communautaire à se positionner formellement et publiquement en faveur de la **gratuité scolaire** |
| 114.114. | **Charte des valeurs**  2012 - Positionnement du MÉPACQ contre la **Charte des valeurs** (PQ)  **Racisme systémique**  2018 - ***Le Guide pour combattre le racisme*** | Durant les années 2000, et à la suite des événements du 11 septembre 2001, le MÉPACQ livre de multiples prises de position contre l’islamophobie qui commence à apparaître au Québec et qui atteint un point culminant avec la tuerie à la mosquée de Québec en 2017.  Dans la foulée de la montée du phénomène « identitaire » au Québec, le MÉPACQ se penche sur la Charte des valeurs, présentée par le gouvernement péquiste en 2012. Il devient ainsi le seul regroupement multisectoriel au Québec à s’y opposer publiquement.  Quelques années plus tard, le MÉPACQ publie un guide pour combattre le racisme systémique. Là encore, il se distingue comme seul regroupement national multisectoriel abordant la question. Malheureusement, la tournée nationale de formation sur la question a été mise sur la glace par la COVID. |

**2010 – Le travail en coalition pour avancer (10 minutes)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | | 2010  **Travail en coalition pour avancer** | |  |
|  | |  | | Commentaires |
|  | |  | | Faire référence au carton des années 1980. Depuis longtemps, le MÉPACQ s’est allié avec d’autres pour faire avancer son projet de société (adopté en 1992)  Outre le projet de société du MÉPACQ, d’autres se sont articulés au fil du temps. Dont celui du **mouvement des femmes**, porté lors de la marche mondiale de 2005. Il faut comprendre ses projets comme une réponse au fatalisme occasionné par l’arrivée du néolibéralisme. |
|  | | 1985 – 2001  **Solidarité populaire Québec (SPQ)**  La première grande coalition intersyndicale et populaire/ communautaire.  Un déploiement régional. | | Mais la première grande charte pour un projet de société a été élaborée par Solidarité Populaire Québec,  **Solidarité populaire Québec**, la première grande coalition intersyndicale et populaire permanente. Le MEPACQ est partie prenante parce que, comme mouvement national, il n’a pas de lutte sociale lui étant spécifique. Il se participe donc souvent de concert avec d’autres pour faire avancer des luttes.  Commission populaire sur le désengagement de l’état / lutte contre l’ALÉ / Charte d’un Québec populaire  A coordonné la lutte contre la réforme Axworthy.  Les tables du MÉPACQ en sont les poteaux régionaux |
|
|  |  | | De même, lorsque le Congrès de 2006 identifie la lutte contre le néolibéralisme comme la lutte principale, c’est en coalition que la lutte se mène. | |
|  | 2003-2011  Les **réseaux vigilance**  (*J’ai jamais voté pour ça / Montréal*)   * Résistance inter communautaire/ syndical au **projet de réingénierie du gouvernement néolibéral de Jean Charest** * Privatisation * Projets de partenariat public-communautaire (Fondation Chagnon) * Sous-traitance * Baisse d’impôts, baisse de services publics * Taxe santé (2010) * Augmentation des frais de scolarité (2010) | | Les tables du MÉPACQ en sont les poteaux régionaux | |
|  | | 2012 – COVID  **La Main rouge**  Une **coalition d’action** pour s’opposer aux **politiques d’austérité** | | La coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics  La majorité des tables du MÉPACQ en sont les poteaux régionaux |
|
|  | | 2015 – aujourd’hui  ***Engagez-vous pour le communautaire***  1re campagne pan communautaire sur **un enjeu social (politique) :**  **Pour le maintien des programmes sociaux et des services publics…** et pour le $ du communautaire | | Pour les **services publics/programmes sociaux** et un **rehaussement du $** pour l’ensemble du communautaire  La campagne la plus soutenue dans l’histoire de l’ACA |
|
|  | | 2009 – 2017  Série d’outils et de tournées de formation sur les **politiques néolibérales**  Mis à la disposition des Alliés | | Suite aux congrès d’orientation, le MÉPACQ commence à produire un nombre impressionnant d’outils sur différents sujets de lutte politique. Ce sont des outils produits surtout pour soutenir les mobilisations. |
|  | | 2015, 2016  **La grève sociale**  Des « grèves politiques » pour les services publics et un rehaussement du $ du communautaire; | | S’inscrit dans une optique de la gradation des moyens de pression : l’épuisement réel dans les groupes aux prises avec l’impact des politiques d’austérité;  - Le 1er mai 2015 / novembre 2015 (deux jours) / novembre 2016 (trois jours) |

**Indices techniques**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Cartons thématiques**  (en bleu foncé dans les tableaux) | **Nombre de cartons – Espace requis** | **Temps alloué dans la formation (estimé)** |
| **Années 1960**  **La Préhistoire** | **3**  **43,5 pouces + 5 pouces** | **15 minutes** |
| **Années1970**  **Les OVEP s’organisent** | **6**  **87 pouces + 5 pouces** | **20 minutes** |
| **Années 1980**  **Un mouvement d’éducation populaire se construit** | **10**  **145 pouces + 5 pouces** | **20 minutes** |
| **Années 1990**  **Émergence de l’ACA** | **9**  **130,5 pouces + 5 pouces** | **25 minutes** |
| **Années 2000**  **Virage vers les luttes sociales** | **14**  **203 pouces + 5 pouces** | **30 minutes** |
| **Années 2010**  **Travail en coalition** | **6**  **87 pouces + 5 pouces** | **10 minutes** |
| **Totaux** | **48 cartons x 14 po + 30 pouces (les dates) = 60,5 pi (20 verges)** | **120 minutes** |



* Un carton mesure **14,5 pouces** de large. Chacun des cartons thématiques (qui marque les décennies) mesure autour de **5 pouces** (Ils sont suspendus en vertical sur la corde à linge)
* Plusieurs cartons se composent de plusieurs feuilles, collées ensemble avec du « Scotch tape ». (Voir la photo)

*Annexe 1*

**Dates de création et de composition**

**de quelques regroupements et de groupes**

*La période 1973 – 1981 s’avère clé pour le début d’une structuration régionale du milieu populaire. La structuration se poursuit également sur le plan sectoriel et national.*

**Les nationaux sectoriels**

**FACEF** – 1970 (Fédération des ACEF- Association coopérative d’économie familiale);

**FCPAS** – 1974 (Front commun des personnes assistées sociales);

**FAFMRQ**-1974 (Fédération des associations des familles monoparentales et recomposées du Québec)

**Au Bas de l’échelle** - 1975

**FRAPRU** – 1978 (Front d'action populaire en réaménagement urbain ;

**RMJQ** – 1980; - Regroupement des maisons des jeunes du Québec)

**RGPAQ** – 1982 (Regroupement des groupes populaires d’alphabétisation du Québec;

R des Centres des femmes – 1985 ;

**Les nationaux multisectoriels**

**Composition de La *Table des fédérations et organismes nationaux en ÉPA* (1982)**

* CFP (Centre de formation populaire)
* Ligue des droits et libertés
* FRAPRU
* DVO / Recto-Verso
* CSP (Centre St-Pierre)
* Relais-Femmes
* CPMO (Centre de pastorale en milieu ouvrier, aujourd’hui le CPRF, le Carrefour de participation, ressourcement et formation
* FCPAS
* FACEF
* FNACQ (Fédération nationale des associations de consommateurs)

**Composition de la COCQ (1989) – Table des 27 – TRPOCB (1990)**

* Alternatifs en santé mentale
* BCJ (Bureau de consultation de la jeunesse)
* COCQ-SIDA
* Fédération des centres d’hébergement des femmes victimes de violence
* Regroupement des centres d’hébergement contre la violence faite aux femmes
* Regroupement de planning des naissances
* R des Centres des femmes
* FAFMRQ
* RMJQ
* FFQ (Fédération des femmes du Québec)
* MÉPACQ
* Et d’autres

**Regroupements régionaux (avant 1990)**

**Les TROC**

TROCA-Outaouais – 1989

ROC-Québec

ROC-Laurentides

**Les CDC**

* Victoriaville : 1984
* KRTB : 1984 (aussi une Table régionale du MÉPACQ jusqu’en 1992)
* Drummondville : 1986
* CDC Rond-Point (Outaouais) : 1990
* CDC Laval (aussi un TROC aujourd’h

1. Présuppose que les participants et participantes arrivent un peu préparé.es… / cela n’est toutefois pas un prérequis. [↑](#footnote-ref-1)
2. MÉPACQ (2022), Faire mouvement : les 40 ans de l’histoire du MÉPACQ, Montréal, Éditions de la rue Dorion. [↑](#footnote-ref-2)
3. Centre de documentation en éducation des adultes et la condition féminine. [↑](#footnote-ref-3)
4. Thatcher (79-90); Reagan (81-89); Mulroney (84-93). [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir l’Annexe 1 pour quelques dates. [↑](#footnote-ref-5)
6. Kamouraska, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Les Basques – soit le Bas-du-fleuve! [↑](#footnote-ref-6)
7. ROM : Regroupement des organismes de la Mauricie; ROÉPAM (Regroupement des organismes d’éducation populaire autonome de la Mauricie; AGÉPA (Association des groupes d’éducation populaire autonome) [↑](#footnote-ref-7)
8. Organismes communautaires en santé et services sociaux. [↑](#footnote-ref-8)
9. Table des regroupements provinciaux des organismes communautaires et bénévoles. [↑](#footnote-ref-9)
10. Deux conséquences : 1) L’arrivée des **ententes de services**. Dans une entente de services, c’est le bailleur de fonds qui détermine ce que le groupe fait, auprès de qui et avec quel résultat attendu. Le groupe n’est plus autonome dans la détermination de ses activités. Et 2) l’appropriation des lieux par le ministère en temps de crise : le verglas (1998); les inondations; etc. Durant la pandémie, La Pointe aux jeunes (Gatineau) a été utilisée comme un centre de dépistage pour la COVID. Pendant deux ans, les adolescents du secteur n'ont pas eu accès à leur milieu de vie et à leur lieu de rencontre… [↑](#footnote-ref-10)
11. PRACA : Politique de reconnaissance de l’action communautaire autonome.

    SACA : Secrétariat à … / FAACA : Fonds d’aide à… [↑](#footnote-ref-11)
12. Défense collective des droits. [↑](#footnote-ref-12)
13. L’expression tire son origine des « tontons macoutes », la police secrète haïtienne sous le régime des Duvalier. Le surnom « Boubou » est donné à Robert Bourrassa. [↑](#footnote-ref-13)